

17 septembre 2010 07h20 | Par **BERNARD BROUSTET**

First-Blanquefort : Ford a mis le holà via le tribunal de commerce

Le constructeur veut empêcher l'actionnaire de First-Blanquefort de continuer ses transferts de fonds



Christine Lagarde en 2009 avec B. Hammerstein et M. Ziegler, dirigeants de Johann Hay et de HZ. Tout semblait alors rose. ARCHIVES AFP

Le torchon brûle de plus en plus entre Ford et la peu transparente holding allemande HZ, à laquelle il a vendu en 2009 l'usine de transmissions FAI de Blanquefort pour un euro symbolique. Ainsi la multinationale vient-elle d'obtenir du tribunal de commerce de Bordeaux une ordonnance de référé interdisant à FAI de continuer à prêter de l'argent à HZ, et à son autre filiale française, la forge Safe, basée en Lorraine.

Pour bien comprendre les événements, un rappel s'impose. En 2009, le constructeur américain, alors en grande difficulté, confirme qu'il ne se fournira plus en boîtes automatiques à Blanquefort à partir de 2011. Mais il affirme préserver l'avenir de l'usine en la vendant à la holding allemande HZ, qui, pour autant qu'on puisse le savoir, est une sorte de faux nez de l'équipementier Johann Hay.

L'incapacité de HZ

Dans l'affaire, Ford est assez généreux. Il s'engage à acheter des transmissions jusqu'à fin 2011, à un prix qui garantit pendant cette

période la rentabilité du site girondin employant près de 1 500 personnes. Le constructeur laisse plus de 80 millions d'euros en compte séquestre pour financer d'éventuelles diversifications. Les statuts de la nouvelle société, rebaptisée First Aquitaine Industries prévoient en outre que celle-ci peut prêter de l'argent à Safe, filiale française de HZ. L'autorisation est toutefois subordonnée à l'accord du conseil de surveillance de FAI, dans lequel siègent deux représentants de Ford.

Les nouveaux actionnaires de l'usine de Blanquefort ne se priveront pas de tirer parti de la situation. Selon nos informations, après avoir encaissé quelque 6 millions d'euros lors de la signature du contrat, ils font remonter plus d'1 million de dividendes cette année. Quant au montant des prêts dus à ce jour à FAI par la société lorraine Safe, en situation délicate, ils s'élèveraient à plus de 5 millions d'euros.

Ces opérations ont-elles été jadis approuvées par les représentants de Ford au conseil de surveillance ? C'est ce qu'ont affirmé les avocats de First dans les conclusions déposées au tribunal. Mais ce qu'il y a de sûr en tout cas, c'est qu'après l'échec du projet de diversification Atlas dans les couronnes d'éoliennes, Ford ne doute plus aujourd'hui de l'incapacité de HZ, et de l'équipementier Johann Hay, qui tirait sans doute les ficelles, à œuvrer à l'avenir du site.

Actionnaire sans crédibilité

Dans ces conditions, la multinationale a décidé d'interdire ce siphonnage et d'enjoindre par voie judiciaire à First de ne plus prêter à sa maison mère ou à Safe sans l'accord exprès du conseil de surveillance. Composée d'anciens salariés de Ford, la direction de First s'y était de toute façon engagée avant l'audience. Et il n'est pas du tout sûr qu'elle n'ait pas respecté cette clause depuis le début. Mais en faisant entériner cette décision par le tribunal, Ford a voulu signifier à HZ que le temps des largesses, de l'aveuglement ou de la complaisance à son égard était révolu. Mais, du même coup, la crédibilité de HZ en tant qu'actionnaire finit de s'effondrer. Si bien qu'entre une fermeture à terme du site et sa reprise rapide par le géant américain, il n'est pas sûr qu'il puisse y avoir une troisième voie.